

Communiqué public des grévistes

Nous avons entamé une grève de la faim le 22 novembre à 15h, pour affirmer notre désaccord face aux politiques répressives de notre gouvernement à l'égard des réfugiés afghans.

Le choix d'une grève de la faim n'est pas rien, c'est un acte fort ; dans lequel on montre que l'on préfère mettre notre vie en danger plutôt que de vivre dans un pays où la démocratie s'évapore. La grève de la faim est une action non violente. Elle fut utilisée dans de nombreuses luttes gagnées pour la démocratie, comme l'ont fait Gandhi ou Martin Luther King. Depuis le début, le combat des afghans est non violent et plein de dignité. Pourtant, ils ont fait face à une violence d'Etat rarement égalée en Belgique.

Nous marquons notre soutien et notre respect à la non-violence du combat des afghans et nous dénonçons l'extrême violence de l'Etat Belge à leur égard : gaz lacrymogène sur des femmes et des enfants en sit-in, mort d'Aref, expulsions, ... Les enfants sont traumatisés. Les nombreuses expulsions de bâtiment ont entraîné une peur profonde des uniformes.

Nous partageons le quotidien de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants depuis des mois. Actuellement, nous sommes dans une église et nous avons froid. Nous ne trouvons pas les mots pour répondre à leur détresse.

Dans les dessins des enfants, ce sont des bombes, des flammes et de la peur. L'espoir des jeunes filles est de pouvoir aller à l'école. L'espoir des parents est d'offrir un avenir à leurs enfants.

C'est seul que nous avons fait le choix d'entamer une grève de la faim. Nous le faisons en notre propre nom. Nous le faisons en tant que citoyen belge indigné par la situation. Le but n'est pas d'obtenir une reconnaissance de qui que ce soit mais d'avoir un changement réel. Car nous croyons encore en la démocratie. Nous espérons voir du courage politique. Nous espérons un respect des droits et un retour à la dignité.

Nous revendiquons :

- Une enquête parlementaire sur la mort d'Aref pour déterminer la responsabilité de la Belgique dans celle-ci. Aref était un afghan privé de titre de séjour. Il a introduit 4 demandes d'asile qui ont été refusé sous prétexte qu'il n'était pas en danger. Aref a accepté un retour volontaire en Afghanistan et il en est mort, tué par les talibans qu'il craignait !
- Un audit indépendant de la police de 1000 Bruxelles sur les violences policières. En effet, ces derniers temps, nous avons été

témoin de plusieurs manifestations réprimées avec violence, dont celles des afghans.

- Un moratoire sur les expulsions des afghans. L'Afghanistan est un pays en guerre où l'armée belge est engagée. Même le ministère des affaires étrangères déconseille aux belges de partir en Afghanistan.
- Un statut légal qui permet une vie digne et humaine. Avec le moratoire, les afghans devront rester en Belgique. Donc ils doivent avoir des droits humains comme cela se fait dans d'autres pays.
- Une réflexion approfondie sur la politique d'immigration en Belgique.

Nous espérons rencontrer Monsieur Di Rupo, Madame Deblock, Madame Onckellings, Monsieur Magnette, Madame Milquet, Monsieur Reynders ainsi que d'autres politiciens afin de pouvoir entamer un dialogue. Par ce biais, nous demandons aux différents ministres un rendez-vous.

WE WILL TAKE JUSTICE

Anissa et Clément